



Voici de quelle manière Israël s'y est pris pour amener Gaza au bord de la catastrophe humanitaire

Par [Avi Shlaim](#)

Mondialisation.ca, 16 janvier 2009

[The Guardian](#) 16 janvier 2009

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Avi Shlaim, professeur de relations internationales à l'université d'Oxford, a effectué son service militaire dans l'armée israélienne, et il n'a jamais remis en cause la légitimité de l'Etat d'Israël. Néanmoins, l'agression impitoyable d'Israël contre Gaza l'a conduit à des conclusions dévastatrices.



Un policier palestinien grièvement blessé tend l'index (un geste s'adressant à Dieu, ndt) tandis qu'il est étendu sur le sol, au milieu de cadavres déchiquetés, devant le siège de la police à Gaza, à la suite d'un bombardement aérien israélien sur la ville de Gaza (photo Mohammed Abed/AFP/Getty Images).

La seule manière de trouver un mobile quelconque à la guerre insensée d'Israël contre [Gaza](#) passe par notre compréhension du contexte historique. Le fait de créer l'Etat d'Israël, en mai 1948, impliquait une injustice monumentale envers les Palestiniens. Les responsables britanniques ressentirent amèrement le parti-pris américain pour l'Etat israélien naissant. Le 2 juin 1948, Sir John Troutbeck écrivait au secrétaire d'Etat Ernest Bevin que les Américains étaient les responsables de la création d'un Etat-gangster dirigée par une « bande de leaders totalement dénués de scrupules ». J'avais tendance à penser que ce jugement était par trop sévère, mais l'agression vicelarde d'Israël contre la population de Gaza et la complicité de l'administration Bush dans cette agression ont rouvert ce dossier...

Moi qui écris cela, j'ai servi loyalement dans l'armée israélienne au milieu des années 1960, et je n'ai jamais remis en question la légitimité de l'Etat d'Israël à l'intérieur de ses frontières antérieures à 1967. Ce que je rejette catégoriquement, en revanche, c'est le projet colonial sioniste au-delà de la Ligne Verte. L'occupation par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, à la suite de la guerre de juin 1967, n'avait pratiquement rien à voir avec la sécurité, et tout à voir avec l'expansionnisme territorial. Le but, c'était de créer un Grand Israël, au moyen d'un contrôle permanent, politique, économique et militaire sur les territoires palestiniens. Il en résulta une des occupations militaires parmi les plus longues et brutales des temps modernes.

Quatre décennies de contrôle israélien ont causé des dégâts irréparables à l'économie de la bande de Gaza. Avec son importante population de réfugiés de 1948 entassés dans une minuscule bande de terre, sans infrastructure ni ressources naturelles, les perspectives de Gaza n'ont jamais été brillantes. Gaza, toutefois, n'est pas seulement un cas de sous-développement économique parmi d'autres ; c'est le cruellement unique cas de dé-

développement délibéré sur notre planète. Pour reprendre l'expression biblique, Israël a fait des habitants de Gaza des coupeurs de bois et des porteurs d'eau, une source de travail au rabais et un marché captif pour les produits israéliens. Le développement de l'industrie locale a été activement empêché afin d'interdire aux Palestiniens de mettre un terme à leur subordination vis-à-vis d'Israël et de jeter les bases économiques indispensables à une réelle indépendance politique.

Gaza est un cas classique d'exploitation coloniale, dans l'ère postcoloniale. Les colonies juives dans les territoires occupés sont immorales, illégales, et elles constituent un obstacle insurmontable à la paix. Elles sont à la fois l'instrument de l'exploitation et le symbole de l'occupation honnie. A Gaza, les colons juifs n'étaient que 8 000, en 2005, à comparer à 1,4 million de résidents locaux. Pourtant, ces colons contrôlaient 25 % du territoire, 40 % des terres cultivables et une part léonine des rares ressources en eau. A proximité immédiate de ces intrus étrangers, la majorité de la population locale vivait dans une pauvreté abjecte et dans une misère défiant l'imagination. 80 % des habitants de Gaza vivent, aujourd'hui encore, avec moins de deux dollars par jour. Les conditions de vie, dans la bande de Gaza, restent un affront aux valeurs de la civilisation, un puissant catalyseur de résistance et un terreau fertile pour l'extrémisme politique.

En août 2005, un gouvernement Likoud, présidé par Ariel Sharon, mit en scène un retrait israélien unilatéral de Gaza : la totalité des 8 000 colons furent évacués, jusqu'au dernier, et les maisons et les fermes qu'ils laissaient derrière eux furent systématiquement détruites. Le Hamas, mouvement de la résistance islamique, avait mené à bien une campagne efficace visant à bouter les Israéliens hors de Gaza. Le retrait fut une humiliation, pour les Forces Israéliennes de Défense [sic : c'est le nom officiel de l'armée israélienne, célèbre pour son Tsahal boulot ! ndt]. Au monde entier, Sharon présenta le retrait de Gaza comme une contribution à une paix fondée sur une solution à deux Etats. Mais l'année suivante, 12 000 nouveaux colons s'installèrent en Cisjordanie, réduisant encore un peu plus la superficie d'un hypothétique Etat palestinien indépendant. L'accaparement des terres et le meccano de la paix sont deux choses tout simplement incompatibles entre elles. Israël avait le choix. Il a choisi la terre, au détriment de la paix.

Le véritable objet de cette gesticulation, c'était le remodelage unilatéral des frontières du Grand Israël au moyen de l'incorporation des principaux blocs de colonisations en Cisjordanie à l'Etat d'Israël. Le retrait de Gaza, par conséquent, n'était en rien un prélude à un compromis de paix avec l'Autorité palestinienne, mais bel et bien un prélude à une expansion sioniste poussée encore plus loin en Cisjordanie. C'était une initiative israélienne entreprise dans le cadre de ce qui fut perçu, erronément à mes yeux, comme relevant de l'intérêt national israélien. Ancré dans un rejet fondamental de l'identité nationale palestinienne, le retrait israélien de Gaza s'inscrivait dans un effort remontant loin dans le temps visant à dénier au peuple palestinien toute existence politique indépendante sur son propre territoire.

Ainsi, les colons israéliens furent évacués, mais les soldats israéliens continuaient à contrôler tous les accès à la bande de Gaza, qu'ils soient terrestres, aériens ou maritimes. Gaza fut convertie, du jour au lendemain, en une prison à ciel ouvert. Depuis lors, l'aviation israélienne a joui d'une liberté illimitée de balancer des bombes, de franchir le mur du son à basse altitude, terrorisant les habitants de cette prison, qui n'y pouvaient mais.

Israël aime se portraiturer en îlot de démocratie perdu au milieu d'un océan d'autoritarisme. Pourtant, que je sache, Israël n'a jamais rien fait, durant toute son histoire, afin de

promouvoir la démocratie du côté arabe, et il a énormément fait, en revanche, pour la saper. Israël a une longue histoire de collaboration avec les régimes arabes réactionnaires pour étouffer le nationalisme palestinien. Malgré tous ces handicaps, les Palestiniens réussirent le tour de force de bâtir la seule démocratie authentique dans le monde arabe, à l'unique exception possible du Liban. En janvier 2006, des élections libres et équitables pour la désignation du Conseil Législatif de l'Autorité palestinienne amenèrent au pouvoir un gouvernement dirigé par le Hamas. Israël, toutefois, refusa de reconnaître ce gouvernement élu démocratiquement, au prétexte que le Hamas ne serait rien d'autre, purement et simplement, qu'une organisation terroriste.

L'Amérique et l'Union européenne, de manière éhontée, ont ostracisé et démonisé de conserve le gouvernement Hamas, tentant de le renverser en bloquant des revenus fiscaux et les aides étrangères. Ainsi, une situation surréaliste se développa, une partie significative de la communauté internationale imposant des sanctions économiques non pas contre l'occupant, mais bel et bien contre l'occupé ; non pas contre l'oppression, mais bel et bien contre l'opprimé.

Comme si souvent, dans la tragique histoire de la Palestine , les victimes furent blâmées de leur propre infortune. La machine de propagande israélienne alimenta sans cesse la notion selon laquelle les Palestiniens seraient des terroristes, qu'ils rejettent la coexistence avec un Etat juif, que leur nationalisme n'est ni plus ni moins que de l'antisémitisme, que le Hamas n'est rien d'autre qu'une bande de religieux fanatiques et que, pour finir, l'Islam est incompatible avec la démocratie. Mais la vérité toute simple, c'est que le peuple palestinien est un peuple normal, et qu'il a des aspirations normales. Les Palestiniens ne sont ni meilleurs, ni pires que n'importe quel groupe national. Ce à quoi ils aspirent, par-dessus tout, c'est à un territoire qu'ils puissent dire leur, et où ils puissent vivre dans la liberté et la dignité.

A l'instar d'autres mouvements radicaux, le Hamas a entrepris de modérer son programme politique à la suite de son accession au pouvoir. Abandonnant le rejet d'Israël inclus dans sa charte, il commença à évoluer vers le règlement pragmatique consistant en une solution à deux Etats. En mars 2007, le Hamas et le Fatah constituèrent un gouvernement d'union nationale, qui était prêt à négocier un cessez-le-feu de long terme avec Israël. Israël, toutefois, refusa de négocier avec un gouvernement comportant des ministres du Hamas.

Israël persista à jouer le jeu bien connu du diviser pour régner, entre les factions palestiniennes rivales. A la fin des années 1980, Israël avait soutenu le Hamas naissant, afin d'affaiblir le Fatah, le mouvement nationaliste laïc conduit par Yasser Arafat. Puis Israël se mit à encourager les dirigeants corrompus et couards du Fatah à renverser leurs rivaux politiques et à reconquérir le pouvoir. Les néoconservateurs américains agressifs participèrent à ce complot sinistre visant à allumer une guerre civile intra-palestinienne. Leur immixtion fut un facteur majeur de l'effondrement du gouvernement palestinien d'union nationale, amenant le Hamas à s'emparer du pouvoir à Gaza en juin 2007, afin de se prémunir contre un coup d'Etat du Fatah.

La guerre déclenchée contre Gaza par Israël le 27 décembre dernier fut la culmination d'une série d'affrontements avec le gouvernement Hamas. Plus largement, toutefois, il s'agit d'une guerre entre Israël et le peuple palestinien dans son ensemble, ce peuple étant, en effet, celui qui porta ce parti au pouvoir. Le but déclaré de la guerre était d'affaiblir le Hamas et d'intensifier la pression sur lui jusqu'à ce que ses dirigeants acceptent un nouveau cessez-le-feu aux conditions dictées par Israël. Le but non déclaré, quant à lui,

c'est de faire en sorte que les Palestiniens vivant à Gaza soient perçus par le reste du monde seulement comme un problème humanitaire et, par conséquent, de faire échouer leur lutte en vue de l'indépendance et d'un Etat.

Le timing de la guerre fut déterminé exclusivement par les commodités politiques. Une élection générale est programmée pour le 10 février (en Israël), et, jusqu'aux élections, les principaux candidats se sont livrés à la surenchère à qui portera un coup fatal au Hamas le premier afin d'éliminer la tache laissée sur leur réputation par l'échec de leur guerre contre le Hezbollah, au Liban, en juillet 2006.

Les cyniques dirigeants israéliens purent également miser sur l'apathie et l'impuissance des régimes arabes pro-occidentaux, ainsi que sur le soutien aveugle du président Bush à la veille de la fin de son mandat à la Maison-Blanche. Bush s'exécuta d'emblée, rejetant toute la faute de la crise sur le Hamas, opposant son veto à un cessez-le-feu immédiat, au Conseil de Sécurité de l'Onu, et remettant à Israël un blanc-seing lui permettant de procéder à une invasion terrestre de Gaza.

Comme toujours, le puissant Israël prétend être la victime d'une agression palestinienne, mais la seule asymétrie de puissance entre les deux camps ne laisse que peu de place au doute, quant à la question de savoir qui est la véritable victime ! C'est bel et bien un conflit entre David et Goliath, mais l'image biblique a été inversée : un minuscule David sans défense est confronté à un Goliath israélien armé jusqu'aux dents, sans merci et surpuissant. Le recours à la force militaire brute s'accompagne, comme toujours, de la rhétorique stridente de la victimitude, ainsi que d'un fatras d'auto-commisération drapée dans la bonne conscience. En hébreu, cela s'appelle le syndrome du « bokhim ve-yorim » : « on chiale, mais on tire ».

Le Hamas n'est certainement pas une partie totalement innocente à ce conflit. Le fruit de sa victoire électorale lui ayant été dénié, et confronté à un adversaire dénué de scrupules, il a eu recours à l'arme des faibles : le terrorisme. Des activistes du Hamas et du Jihad islamique continuèrent à lancer des attaques à la roquette Qassâm contre des colonies israéliennes situées près de la frontière avec Gaza, jusqu'à ce que l'Egypte n'obtienne un cessez-le-feu pour une durée de six mois, en juin dernier. Les dégâts causés par ces roquettes primitives est minime, mais l'impact psychologique en est immense, poussant la population israélienne à exiger que son gouvernement la protège. Dans ces circonstances, Israël avait le droit d'agir afin de se défendre, mais sa réponse aux piqûres d'épingle des attaques à la roquette du Hamas fut totalement disproportionnée. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : durant les trois années consécutives au retrait israélien de Gaza, 11 Israéliens ont été tués par les tirs de roquettes. En face, durant la seule période 2005-2007, l'armée israélienne a tué 1 290 Palestiniens, à Gaza, dont 222 enfants.

Quel que soit le bilan des victimes, il est inadmissible de tuer des civils. Cette règle s'applique à Israël tout autant qu'au Hamas, mais le bilan israélien n'est fait de rien d'autre que d'une brutalité déchaînée et incessante contre les habitants de Gaza. Israël a maintenu le blocus de Gaza après l'instauration du cessez-le-feu, ce qui, aux yeux des dirigeants du Hamas, revenait à violer l'accord conclu. Durant le cessez-le-feu, Israël interdisait à toutes les exportations de sortir de la bande de Gaza, en violation évidente d'un accord conclu en 2005, entraînant un effondrement brutal des emplois palestiniens. Officiellement, 49,1 % de la population palestinienne est au chômage. En même temps, Israël réduisait drastiquement le nombre des camions transportant de la nourriture, du carburant, des bouteilles de gaz, des pièces détachées pour les installations de purification de l'eau potable et de traitement

des eaux usées, ainsi que les fournitures médicales pour la bande de Gaza. Il est difficile de comprendre comment le fait d'affamer et de paralyser les civils de Gaza pouvait en quoi que ce soit protéger la population, du côté israélien de la frontière ? Mais, eusse été le cas, cela n'en aurait été non moins immoral, car il s'agissait d'une forme de punition collective que le droit humanitaire international proscrit strictement.

La brutalité de la soldatesque israélienne est totalement égalée par l'effronterie de ses porte-parole. Huit mois avant de lancer la guerre actuelle contre Gaza, Israël a créé un Directeur National de l'Information. Les messages essentiels de ce directeur en direction des médias sont les suivants : c'est le Hamas qui a violé les accords de cessez-le-feu ; l'objectif d'Israël est de défendre sa population, et les forces israéliennes prennent les précautions les plus extrêmes afin de ne blesser aucun civil innocent. Les experts israéliens ès-bobards ont admirablement réussi à faire passer ce message. Mais, par essence, leur propagande n'est qu'un ramassis de bobards.

Entre la réalité des exactions d'Israël et la rhétorique de ses porte-parole, il y a un gouffre. Ce n'est pas le Hamas, mais bel et bien l'armée israélienne, qui a rompu le cessez-le-feu. Elle l'a fait en lançant un raid contre Gaza, le 4 novembre, tuant six hommes du Hamas. L'objectif d'Israël, ça n'est pas simplement la défense de sa population, mais le renversement du gouvernement Hamas à Gaza en retournant la population contre ses dirigeants. Bien loin de se préoccuper d'épargner les civils, Israël est coupable de bombardements aveugles et d'un blocus de trois années qui a placé les habitants de Gaza, qui sont aujourd'hui au nombre d'un million et demi, au bord d'une catastrophe humanitaire.

L'injonction biblique « œil pour œil » est, certes, sauvage. Mais l'offensive insensée d'Israël contre Gaza semble suivre la logique d'un œil pour un cil. Après huit jours de bombardements, avec un bilan de plus de 400 Palestiniens tués contre 4 Israéliens, le cabinet des jusqu'au-boutistes israéliens a donné l'ordre d'une invasion terrestre de Gaza aux conséquences incalculables.

Aucune escalade militaire ne pourra jamais acheter à Israël une quelconque immunité contre des attaques par roquettes de l'aile militaire du Hamas. En dépit de toutes les morts et de toutes les destructions qu'Israël leur a infligées, les hommes du Hamas ont poursuivi leur résistance, et ils ont continué à tirer leurs roquettes. C'est un mouvement qui glorifie la victimitude et le martyr. Il n'y a, tout simplement, aucune solution militaire au conflit entre les deux communautés. Le problème, avec le concept israélien de la sécurité, c'est qu'il dénie jusqu'à la sécurité la plus élémentaire de l'autre communauté. La seule façon pour Israël d'obtenir la sécurité, ça n'est pas de bombarder, mais de discuter avec le Hamas, qui a répété qu'il était prêt à négocier un cessez-le-feu de long-terme avec l'Etat juif à l'intérieur de ses frontières antérieures à 1967. Pour vingt, trente, voire même cinquante ans. Israël a rejeté cette offre, pour la même raison qu'il a repoussé le plan de paix proposé par la Ligue arabe en 2002, qui est toujours sur la table : il implique des concessions, et des compromis.

Un bref passage en revue des annales d'Israël pour les quatre décennies écoulées rend très difficile de résister à la conclusion qu'Israël est devenu un Etat voyou doté d'« un quarteron de dirigeants absolument dénués de scrupules ». Un Etat voyou, généralement, viole le droit international, possède des armes de destruction massive et pratique le terrorisme - c'est-à-dire le recours à la violence contre des civils à des fins politiques. Israël répond à l'ensemble de ces trois critères ; la casquette lui va comme un gant, et il doit la porter. Le véritable but

d'Israël n'est nullement une coexistence pacifique avec ses voisins palestiniens, mais la domination militaire. Israël continue à compléter ses erreurs du passé par de nouvelles fautes, encore plus désastreuses. Les hommes politiques, comme tout un chacun, sont tout-à-fait libres de répéter les mensonges et les erreurs du passé. Mais ils ne devraient pas se croire obligés de le faire...

Article original en anglais:
<http://www.guardian.co.uk/world/2009/jan/07/gaza-israel-palestine>, The Guardian, le 7 janvier 2009.

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier.

Avi Shaim est professeur de relations internationales à l'Université d'Oxford. Il est l'auteur de l'ouvrage 'The Iron Wall: Israel and the Arab World', ainsi que de 'Lion of Jordan: King Hussein's Life in War and Peace'.

La source originale de cet article est [The Guardian](#)
Copyright © [Avi Shlaim](#), [The Guardian](#), 2009

Articles Par : [Avi Shlaim](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca